



La rencontre...



>> Interviews

propos recueillis par **Yannick Urrien**

Contribuables associés publie son **Argus** des communes.

Eudes Baufreton, directeur de Contribuables associés :

« Ceux qui demandent le plus de dépenses publiques sont souvent ceux qui ne payent rien. »



L'Argus des communes de l'association Contribuables associés vient d'être mis à jour sur la base de 5 millions de données pour évaluer la question du niveau de dépenses publiques des 34 926 communes françaises. À partir des données officielles de l'exercice 2019, l'Argus des communes 2020 propose une notation sur 20 de chaque commune de France métropolitaine et d'outre-mer, en fonction du critère de la dépense publique par habitant et en comparaison avec les autres communes de même taille. Ainsi, plus la commune est dépensière par rapport à la moyenne des communes de même taille, plus sa note est faible. À l'inverse, plus elle économise par rapport à cette moyenne, plus sa note est élevée. L'association rappelle que « les dépenses d'aujourd'hui sont les impôts de demain et la dette d'après-demain ». Si l'on souhaite diminuer la dépense publique, il faut déjà commencer par éviter les hausses d'impôts locaux et l'endettement des communes. Vous pouvez consulter la note de votre commune via le site touscontribuables.org.

L'Hebdo-Bourseplus :

Les communes ont dû dépenser davantage en raison de la crise sanitaire : cette situation a-t-elle eu un impact sur votre étude ?

Eudes Baufreton :

Non, ces dépenses n'ont pas été prises en compte, puisque c'est l'Argus de l'année précédente. L'administration fiscale met toujours beaucoup de temps à publier les données et cette note est basée sur les dépenses de l'année 2019. C'est donc indépendant de notre volonté. Cela va se retranscrire forcément dans les dépenses des communes l'année prochaine, puisque l'on sait qu'il y a eu des investissements pour les masques, pour la désinfection des écoles, mais aussi pour aider les commerçants et les artisans en difficulté. Bien entendu, toutes ces dépenses vont se retrouver dans le prochain Argus des communes et c'est évidemment à chaque citoyen de se forger sa propre opinion sur le niveau de dépenses de sa commune. C'est vraiment un outil démocratique.

Peut-on estimer que les communes qui sont notées au-dessus de 10/20 sont bien gérées ?

Oui. La manière dont on calcule la note est assez simple : on prend toutes les communes de France, on les divise en sept strates de taille, puisque les problématiques ne sont pas les mêmes et, à l'intérieur de chaque strate, nous définissons un niveau de dépenses moyen. Nous regardons si la commune est au-dessus ou en dessous de ce niveau de dépenses. Si elle a moins dépensé que les autres communes de même taille, elle a une note au-dessus de 10, mais il faut aussi évaluer le niveau de services car il y a des dépenses utiles dans les communes et d'autres qui peuvent être davantage discutables. Pour les communes qui sont au-dessus de 10, on peut effectivement dire qu'elles sont plutôt bien gérées.

Avec l'explosion de la délinquance, beaucoup de villes moyennes renforcent leur police municipale. Ces fonctions, autrefois régaliennes, deviennent maintenant communales et

cela a donc pour effet d'augmenter la dépense...

Tout à fait. C'est un type de dépenses qui nous semblent être justifiées mais, après, c'est à chaque administré de se forger une idée par rapport à sa commune. Au niveau national, il y a une vraie demande des Français pour avoir une police de proximité, avec un renfort de la surveillance. Il y a une véritable explosion des délits, et des homicides parfois, cela devient un vrai sujet. La police nationale ne peut pas être partout et, face à cette criminalité montante, les collectivités locales montent de plus en plus au créneau. Cela nous paraît plus justifié que des subventions vers différentes associations, y compris les plus douteuses. On arrose des associations dans certaines banlieues, avec un résultat qui n'est pas au rendez-vous... Face à cela, la sécurité c'est quand même une réponse.

Parmi les villes où la fiscalité par habitant est la plus faible, il y en a comme Annecy qui est plutôt une cité élégante, mais aussi Calais...

À l'opposé, des villes telles que Neuilly-sur-Seine ou Créteil ont la fiscalité la plus élevée alors qu'elles n'ont rien de commun.

Comment expliquez-vous cette distorsion ?

Cela dépend de la politique communale. Il faut dissocier les dépenses de la fiscalité. Ce sont deux choses différentes. Les informations qui figurent dans notre classement partent des valeurs absolues. Ce n'est pas une interprétation, mais c'est la comptabilité que chaque commune remet à Bercy. Ce sont des montants exacts et ce n'est pas le fruit d'une analyse de Contribuables associés. Une fois que l'on a dit cela, il y a des communes qui sont riches mais qui, par ailleurs, dépensent beaucoup pour leurs habitants. La ville de Levallois-Perret est la plus endettée et la plus fiscalisée, mais les habitants sont très contents de l'équipe municipale qui dépense beaucoup d'argent dans les crèches ou dans les voyages pour les enfants et les personnes



Les investissements émotionnels font perdre de l'argent.

C'est un sujet intéressant qui concerne tous les investisseurs : les spécialistes de la finance comportementale d'Oxford Risk indiquent qu'en raison du contexte économique, fiscal et boursier et de la hausse récente de la valorisation des cryptomonnaies et du commerce de détail, le risque de réaliser des investissements émotionnels a atteint un pic. En moyenne, l'investissement émotionnel génère environ 3 % de pertes pour les investisseurs chaque année sur le long terme, mais, dans la crise actuelle, ces pertes seront supérieures. Un investissement émotionnel est un acte impulsif : « Les gens achètent et vendent des actions et investissent en fonction des fluctuations du marché. En général, les gens achètent lorsque les marchés, les actions et les catégories d'actifs sont au plus haut et vendent lorsqu'ils sont au plus bas, mus par le « bruit » généré par ces opportunités d'investissement ». Oxford Risk affirme que « les investisseurs sont souvent à la recherche d'investissements familiers. Par exemple, ils investissent dans des entreprises dont on parle beaucoup dans les médias ou dans celles qui annoncent de gros profits. Cela est dû au fait qu'en période de stress, les investisseurs trouvent un certain confort émotionnel dans les investissements dont ils entendent parler régulièrement et qui leur promettent des gains importants sur le court terme ».

Attention au piège des cryptomonnaies.

Nous avons interrogé Greg B Davies, spécialiste de la finance comportementale : « Les marchés boursiers ont fortement chuté lors du crash du coronavirus au premier trimestre de l'année dernière. Cependant, les marchés du monde entier sont actuellement en progression. L'optimisme est de mise en raison du déploiement des vaccins contre le coronavirus et des plans de relance économique et fiscale. En revanche, on s'attend à faire face à d'énormes problèmes économiques à cause du chômage et de l'immense dette publique : nous devons prévoir l'imprévisible sur les marchés au cours des mois à venir. La hausse de la valeur du Bitcoin a également provoqué une ruée vers les cryptomonnaies. Ainsi, les petits investisseurs investissent dans une catégorie d'actifs incroyablement instable que la plupart des gens ne comprennent pas. En raison de la pandémie, de nombreux investisseurs sont très sensibles à leurs émotions. Leur horizon temporel émotionnel est raccourci, ce qui augmente l'attractivité des investissements permettant de s'enrichir rapidement. » Quant aux investisseurs qui ont augmenté leur trésorerie durant cette période instable pour les marchés, Oxford Risk estime que cette « peur » d'investir provoque environ 4 % à 5 % de pertes chaque année sur le long terme. Par ailleurs, la société estime que le coût de cette « disparité dans les comportements » (pertes engendrées par le fait d'investir lorsque les marchés sont haussiers et de moins investir lorsqu'ils sont en baisse) est d'environ 1,5% à 2% par an sur le long terme ».

âgées. On peut retrouver la même chose à Créteil : ce n'est peut-être pas le même public, mais cela correspond à des dépenses concrètes et réelles pour les habitants. Il faut d'ailleurs distinguer les dépenses utiles et les dépenses inutiles qui relèvent du gaspillage. Par exemple, à Bordeaux, on pourrait imaginer que chaque euro dépensé est un euro utile, mais à l'époque où Alain Juppé était maire de Bordeaux, on a installé une sculpture de soucoupe volante qui coûte 750 000 € ! C'est une dépense qui n'était pas acceptable. En plus, elle est extrêmement moche ! Au moment où les Français ont des difficultés, cela met en lumière ce gaspillage d'argent public. Je rappelle que chaque euro dépensé est un euro payé par les contribuables. Or, dans certains cas, les élus s'imaginent que c'est l'argent de la collectivité. Nous rappelons que la collectivité n'a pas d'argent, mais que ce sont les contribuables qui abondent chaque année. Il faudrait que chaque élu ait cela en tête...

Il y a ce que l'on appelle le socialisme municipal : c'est finalement celui qui semble le mieux accepté par la population, puisque les maires qui dépensent le plus sont souvent ceux qui sont réélus...

Il y a un effet pervers avec la suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des habitants. Forcément, les

habitants votent et, à partir du moment où certains ne payent pas de taxe, ils réclament davantage de dépenses. Donc, ils sont demandeurs de dépenses publiques et c'est très révélateur d'une certaine forme de démagogie. Nous avons fait un tour de France, pendant 80 jours, pour aller à la rencontre des Français et il était flagrant de voir que plus de la moitié des Français demandaient plus de dépenses publiques. On s'est rendu compte que ceux qui demandent le plus de dépenses publiques sont souvent ceux qui ne payent rien. Certains voulaient une piscine dans la commune, une médiathèque à côté de chez eux, ou une salle de sport. Il y a une véritable surenchère et il est de la responsabilité des élus d'expliquer qu'il y a toujours quelqu'un qui paye. François Hollande disait que c'est l'État qui paye et donc cela ne coûte pas cher, c'est totalement faux ! La suppression de la taxe d'habitation est une très mauvaise mesure, parce que c'est une fausse réduction d'impôt. C'est une réduction d'impôt pour quelques-uns, or cela se traduira par une augmentation de la taxe foncière pour les autres. Il faudrait que les élus soient très vigilants et encore plus courageux. Sinon, les propriétaires fonciers ne pourront plus suivre. ■